

# Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

## Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2012

### INTRODUCTION

---

Le rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques et selon les modalités prescrites dans la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses et avec les rapports trimestriels précédents.

Ce rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

### POUVOIR, MANDAT ET ACTIVITÉS DE PROGRAMME

---

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS ou Comité) est un organisme de surveillance externe et indépendant de petite taille qui rend compte au Parlement du Canada des opérations du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS ou Service). Le CSARS a été établi en 1984, au même moment que le SCRS, et tire ses pouvoirs de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (Loi sur le SCRS).

Le Parlement a autorisé le SCRS à recueillir des renseignements dans le but de protéger la sécurité nationale. Le CSARS veille à ce que ces pouvoirs soient utilisés de manière adéquate et conformément à la loi, de façon à protéger les droits et libertés des Canadiens. Pour ce faire, il examine les opérations passées du Service et enquête sur les plaintes. Il a le pouvoir d'examiner toute l'information concernant les activités du SCRS, peu importe sa nature délicate ou son niveau de classification. Les résultats de ces travaux, réalisés pour protéger la sécurité nationale et la confidentialité des renseignements personnels, sont résumés dans son Rapport annuel au Parlement.

De plus amples renseignements sur les activités de programme du Comité se trouvent à la partie II du Budget principal des dépenses.

# Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

## Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme  
Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2012

### MÉTHODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT

---

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du ministère accordées par le Parlement et utilisées par le ministère, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses pour l'exercice 2012-2013. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilisé de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le ministère utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

### FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS

---

#### État des autorisations

En date du 30 septembre 2012, le total des autorisations disponibles pour l'exercice a diminué de 480 k\$ par rapport à celles du même trimestre de 2011-2012.

Selon l'état des autorisations, la diminution nette de 480 000 \$ (de 3,1 millions de dollars en 2011-2012 à 2,7 millions de dollars en 2012-2013) est principalement attribuable à une réduction du coût des services professionnels liés aux engagements pris auprès de la Cour fédérale en 2011-2012 et qui ne sont plus nécessaires en 2012-13.

La réduction des dépenses en services professionnels s'explique par le fait que les coûts nécessaires pour retenir les services d'avocats externes et que les frais de déplacement et les indemnités journalières des membres du comité étaient moins élevés que prévu.

# Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

## Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2012

### État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant

Les dépenses pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2012 ont diminué de 214 000 \$ par rapport à la même période en 2011-12. De plus, le cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre se terminant le 30 septembre 2012 a diminué de 195 000 \$ par rapport au même trimestre en 2011-2012.

Selon l'état des dépenses budgétaires ministérielles par article courant, la diminution de 195 000 \$ au chapitre du cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre est principalement attribuable à ce qui suit : à des changements au sein du personnel; au non-versement d'indemnités de départ, par rapport au dernier exercice, dans les cas où de nouvelles conventions collectives ont été conclues; à une diminution du nombre d'employés à temps plein au bureau du Comité de surveillance des activités de renseignement en raison de la réduction des dépenses et des restrictions budgétaires.

### **RISQUES ET INCERTITUDES**

---

Le présent rapport financier trimestriel reflète les résultats obtenus durant l'exercice actuel concernant le Budget principal des dépenses, dont la totalité des crédits a été débloquée le 29 juin 2012. Le Comité n'a pas reçu d'autorisations de financement supplémentaires aux termes du Budget supplémentaire des dépenses A.

Bien qu'on ait annoncé dans le Budget de 2010 que le budget de fonctionnement des ministères serait fixé à son niveau de 2010-2011 pendant les exercices de 2011-2012 et de 2012-2013, le budget de 2011-2012 du Comité a baissé de 6 % ainsi que de 10 % pour l'année financière 2012-2013. Les options de compression sont limitées par la nature du budget du Comité : il est consacré à environ 70 % aux salaires et autres frais connexes.

# Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

## Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2012

### CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES

---

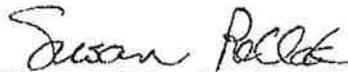
Le 14 juin 2012, l'honorable Charles Strahl, C.P., a été nommé président du CSARS.

Le projet de loi C-38 (Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable) a reçu la sanction royale le 29 juin 2012. En vertu de cette loi, certaines responsabilités qui relevaient auparavant de l'inspecteur général du SCRS sont transférées au CSARS.

Le CSARS examine cet élargissement de son mandat en vue de définir les moyens les plus efficaces de remplir ses nouvelles obligations. Sécurité publique Canada transfère deux ETP au CSARS afin que celui-ci puisse s'acquitter de ses nouvelles responsabilités. Ces postes seront dotés le plus rapidement possible après le transfert de fonds.



Hon. Charles Strahl, P.C.  
Président



Susan Pollak  
Directrice Exécutive  
Dirigeante principale des finances

Ottawa, Canada  
29 novembre 2012

# Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012

## ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2013-2012		Exercice 2011-2012		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012**	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011	Cumulo des crédits utilisés à la fin du trimestre
<b>Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement</b>	2 376	475	2 843	685	1 132
<b>Autorisations législatives budgétaires</b>	293	74	305	77	153
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	2 669	549	3 149	762	1 285
<b>Autorisations totales</b>	2 669	549	3 149	762	1 285

\*\*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Nota : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012

**TABLE 1: Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)**

	Exercice 2013-2012		Exercice 2011-2012		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2012	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012**	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2011	Cumulus des crédits utilisés à la fin du trimestre
<b>Dépenses:</b>					
Personnel	1 960	415	2 002	629	1 065
Transports et communications	133	49	177	30	56
Information	21	5	29	13	19
Services professionnels et spéciaux	435	69	813	81	123
Location	20	9	19	2	10
Services de réparation et d'entretien	10	-	5	1	3
Services publics, fournitures et approvisionnements	20	2	24	3	4
Acquisition de matériel et d'outillage	70	-	70	3	4
Autres subventions et paiements	-	-	11	-	1
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>2 669</b>	<b>549</b>	<b>3 149</b>	<b>762</b>	<b>1 285</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>2 669</b>	<b>549</b>	<b>3 149</b>	<b>762</b>	<b>1 285</b>

\*\*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Nota : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.